



Conseil économique et social

Distr. générale
20 avril 2018
Français
Original : anglais

Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

Point 15 de l'ordre du jour

Coopération régionale

Évolution économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale en 2017-2018

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint un rapport de synthèse sur l'évolution économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale en 2017-2018.



Évolution économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale en 2017-2018

[Original : anglais et arabe]

Résumé

La croissance de la région arabe a enregistré un léger ralentissement, passant de 2,6 % en 2016 à environ 2,3 % en 2017. Ce fléchissement est en grande partie dû aux résultats modestes des pays exportateurs de pétrole, en particulier des pays membres du Conseil de coopération du Golfe, dont la croissance est tombée à son niveau le plus bas à environ 0,9 % en 2017. La faible activité économique des exportateurs de pétrole de la région a été largement imputable aux ralentissements de la croissance dans le secteur des hydrocarbures par suite d'un accord de l'OPEP de 2017 visant à réduire la production de pétrole. Cette mesure a entraîné une baisse de la production de la région arabe de 5,2 % par rapport à 2016, qui a contrebalancé l'effet de l'évolution favorable des cours du pétrole en 2017.

À l'inverse, la vigueur inattendue de la reprise de l'économie mondiale, associée au renforcement progressif de la demande intérieure, a favorisé l'expansion des économies des pays importateurs de pétrole. Néanmoins, de graves tensions géopolitiques subsistent, aggravées par les nombreuses fractures diplomatiques intrarégionales et leur retombées. Toutefois, malgré un environnement extérieur mitigé et les défis auxquels elle est confrontée, la région arabe devrait connaître une amélioration progressive de ses perspectives économiques : la croissance du PIB devrait atteindre 2,9 % en 2018 et 3,1 % en 2019. Ces estimations reposent sur une série de facteurs : réformes politiques, ajustements budgétaires, améliorations dans le secteur touristique et apaisement des tensions géopolitiques.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Contexte mondial	3
II. Ressources naturelles	5
III. Évolution de la conjoncture régionale	8
IV. Évolution politique	14
V. Perspectives	15

I. Contexte mondial

1. En 2017, l'économie mondiale s'est renforcée, la croissance du PIB mondial atteignant 3 %, contre 2,4 % en 2016. Sous l'effet de l'amélioration des conditions d'investissement, le commerce international a rebondi et l'emploi s'est stabilisé dans les grandes économies mondiales. La croissance mondiale totale a été principalement portée par les pays développés, qui y ont contribué pour près de 30 %. La reprise économique dans certains pays en développement a été un autre facteur important de la croissance mondiale. Cependant, cette croissance a été inégalement répartie entre les pays et les régions, ce qui suscite des interrogations sur sa pérennité à long terme. Aux dynamiques de croissance inégales s'ajoutent des perspectives d'avenir assombries par un certain nombre d'incertitudes dues à la montée du protectionnisme, à la fragilité du secteur financier liée à des niveaux d'endettement élevés, et à la faible croissance des salaires.

2. Les pays développés ont commencé à porter la reprise économique mondiale en 2017, mettant progressivement fin à la longue période d'activité économique anémique ouverte par la crise financière de 2008. La croissance économique de ces pays a atteint 2,2 % en 2017, soit une forte hausse par rapport à 2016 (1,6 %). La vigueur de l'investissement, favorisant largement la reprise de l'activité économique à l'échelle mondiale, est considérée comme le facteur le plus important. Par ailleurs, l'inflation est restée faible et le taux de chômage a fortement reculé dans tous les pays développés, soutenant un peu plus l'embellie de l'économie. Les États-Unis d'Amérique, en particulier, ont connu une croissance soutenue en 2017, portée par l'amélioration de l'investissement des entreprises et la vigueur du commerce extérieur. L'Union européenne a également vu son économie repartir, à la faveur principalement de l'augmentation des dépenses des ménages et du dynamisme de l'investissement. Par ailleurs, l'économie japonaise a bénéficié de la hausse de la demande intérieure, ainsi que de l'amélioration de la conjoncture de l'emploi.

3. Les risques d'inflation augmentant avec la reprise économique, nombre de grands pays développés ont modifié leur politique monétaire dans le sens d'un resserrement. La Réserve fédérale des États-Unis a relevé ses taux d'intérêt de 0,25 point de pourcentage à trois reprises en 2017, les faisant passer de 0,75 à 1,5 %, soit le double¹. De son côté, plutôt que d'intervenir sur ses taux directeurs, la Banque centrale européenne a décidé de réduire le rythme de ses achats d'actifs à partir de janvier 2018². Les banques centrales du Royaume-Uni et du Canada ont réagi à l'évolution de la conjoncture mondiale en relevant leurs taux directeurs de respectivement 0,25 et 0,50 point de pourcentage. Néanmoins, le resserrement de la politique monétaire de ces grandes économies pourrait conduire à une brusque fuite de capitaux, à moins que cette tendance rapide au resserrement se stabilise.

4. En 2017, les pays en développement ont également constitué un moteur de la croissance économique mondiale : la croissance de la production s'y est établie à 4,3 %, soit une augmentation de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2016. Toutefois, si la bonne tenue de l'investissement et la stabilité des prix des produits de base ont favorisé la croissance générale, les réalisations en matière de développement ne sont pas uniformes selon les pays et les régions. D'une part, la croissance de l'Asie de l'Est et du Sud a contribué à la moitié de la croissance mondiale environ et devrait s'accélérer. L'économie chinoise, par exemple, a connu une croissance de 6,8 % grâce à la vigueur de la consommation intérieure et à l'augmentation de l'investissement

¹ <http://www.federalreserve.gov/monetarypolicy/openmarket.htm>.

² <http://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2017/html/ecb.mp171026.en.html>.

dans les infrastructures³. D'autre part, les pays exportateurs de produits de base, tels que le Brésil et la Fédération de Russie, ont vu leur taux de croissance augmenter de respectivement 4,3 et 2 points de pourcentage. La tendance à la hausse des prix des produits de base à l'exportation a grandement contribué à l'ampleur de cette croissance. Toutefois, la plupart des pays en développement ne sont pas encore parvenus à diversifier leur économie et leurs exportations, ce qui les rend vulnérables à l'alternance de hausses et de baisses des prix sur le marché mondial des produits de base.

5. Si le taux de chômage mondial a légèrement augmenté pour s'établir à 5,6 % en 2017 (contre 5,5 % en 2016), la situation du chômage varie d'un pays et d'une région à l'autre⁴. Sous l'effet d'une légère accélération de l'activité économique, l'amélioration du marché du travail s'est poursuivie dans les pays développés, où le taux de chômage a reculé de 0,5 point de pourcentage pour atteindre 5,7 %. Aux États-Unis, le taux de chômage a baissé de 0,5 point de pourcentage pour s'établir à 4,4 % en 2017. De la même manière, en Europe, le taux de chômage a diminué de 0,4 point de pourcentage pour se fixer à 5,6 %. Enfin, au Japon, le taux de chômage a chuté pour atteindre un niveau inédit de 2,8 %, soit une baisse de 0,3 point de pourcentage. En revanche, de nombreux pays en développement ont connu des évolutions défavorables, largement imputables au fait que la croissance de la population active dépasse celle des emplois. L'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine et les Caraïbes sont les régions qui ont le plus souffert des problèmes persistants de chômage, dus en grande partie à une transition démographique sur le marché du travail.

Tableau 1
Croissance et inflation : moyennes mondiales et régionales, 2015-2019

(En pourcentage)

Pays/sous-région	Taux de croissance réel du PIB					Taux d'inflation des prix à la consommation				
	2015	2016	2017 ^a	2018 ^b	2019 ^b	2015	2016	2017 ^a	2018 ^b	2019 ^b
Région arabe	2,7	2,6	2,3	2,9	3,1	4,9	6,3	7,0	4,4	4,2
Monde	2,7	2,4	3,0	3,0	3,0	2,1	2,4	2,6	2,8	2,8
Pays développés	2,2	1,6	2,2	2,0	1,9	0,2	0,7	1,5	1,9	2,1
États-Unis d'Amérique	2,9	1,5	2,2	2,1	2,1	0,1	1,3	1,7	2,1	2,1
Union européenne	2,2	1,9	2,2	2,1	1,9	0,0	0,3	1,6	1,8	2,1
Japon	1,1	1,0	1,7	1,2	1,0	0,8	-0,1	0,3	1,4	1,8
Pays en transition	-2,2	0,4	2,2	2,3	2,4	15,8	7,8	5,3	5,1	4,6
Pays en développement	3,9	3,8	4,3	4,6	4,7	4,4	5,2	4,4	4,3	4,2
Afrique	3,1	1,7	3,0	3,5	3,7	7,0	11,3	13,0	9,5	8,1
Asie de l'Est et du Sud	5,8	6,0	6,0	5,8	5,9	2,6	2,6	2,4	3,1	3,4

³ L'initiative « Une Ceinture et une Route », lancée en 2013 par le Gouvernement chinois, vise à construire et à relier les routes terrestres et maritimes sur trois continents (l'Europe, l'Asie et l'Afrique) et plus de soixante pays.

⁴ <http://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2018/lang--en/index.htm>.

Pays/sous-région	Taux de croissance réel du PIB					Taux d'inflation des prix à la consommation				
	2015	2016	2017 ^a	2018 ^b	2019 ^b	2015	2016	2017 ^a	2018 ^b	2019 ^b
Amérique latine	-0,6	-1,3	1,0	2,0	2,5	7,7	9,3	5,8	4,9	4,7

Sources : Les données pour la région arabe sont calculées par la CESAO à partir de sources statistiques nationales. Les autres données et les groupes de pays sont tirés de la publication du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat intitulée *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2018* (janvier 2018).

^a Estimations du Département des affaires économiques et sociales en décembre 2017 (à l'exception de la région arabe, pour laquelle l'estimation a été calculée par la CESAO).

^b Prévisions du Département des affaires économiques et sociales sur la base en partie du projet LINK en décembre 2017 (à l'exception de la région arabe, pour laquelle l'estimation a été calculée par la CESAO).

II. Ressources naturelles

A. Pétrole

6. Étant donné que la dynamique de l'emploi dans la plupart des principales économies marque une tendance positive vers un retour aux niveaux d'avant-crise, le taux de chômage mondial devrait retomber à 5,5 % en 2018. Malgré ces perspectives favorables, plusieurs défis subsistent. La croissance des salaires à l'échelle mondiale a ralenti, en raison principalement de l'accroissement de la part de l'emploi vulnérable⁵. Ainsi, les travailleurs occupant des types d'emploi vulnérables⁶, qui représentent 42 % des actifs occupés, ont un accès restreint à la protection sociale et une faible sécurité d'emploi. Les jeunes et les femmes demeurent confrontés à des taux de chômage élevés. Le taux de chômage des jeunes a augmenté de 0,3 point de pourcentage pour atteindre 13 % en 2017 et correspond à un tiers du chômage mondial total.

7. En 2017, la demande mondiale de pétrole était de 97 millions de barils par jour, soit une hausse de 1,7 % par rapport à 2016⁷. Selon les prévisions de l'OPEP, la demande totale de pétrole augmentera pour s'élever à 98,6 millions de barils par jour en 2018. L'augmentation de la demande s'explique par la croissance de la consommation, soutenue par la reprise économique dans la plupart des pays développés. Par ailleurs, la diminution des réserves de pétrole brut a contribué à l'augmentation de la demande. En 2017, la demande de pétrole a progressé de 1,2 % pour atteindre 20,2 millions de barils par jour aux États-Unis et de 1,4 % pour s'établir à 14,2 millions de barils par jour en Europe. Une demande de pétrole élevée a également été constatée dans plusieurs grands pays en développement. La Chine a redoublé d'effort pour développer les secteurs de la pétrochimie et des transports, ce qui a entraîné une forte hausse de la demande. En Inde, la demande de pétrole a cru de 1,8 % en 2017, ce qui représente une augmentation considérable par rapport aux 4,4 millions de barils par jour l'année précédente.

8. L'accord conclu par l'OPEP en 2017 sur la réduction de la production de pétrole brut restera en vigueur jusqu'à la fin de l'année 2018⁸. En rééquilibrant le marché mondial du pétrole, cet accord a fait grimper les cours. La diminution de la production

⁵ www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2017/09/19/world-economic-outlook-october-2017.

⁶ Travailleurs indépendants et travailleurs familiaux, d'après les classifications de l'Organisation internationale du Travail.

⁷ http://www.opec.org/opec_web/en/publications/338.htm.

⁸ L'OPEP et les autres pays producteurs de pétrole ont décidé de prolonger leur accord de réduction de la production une première fois en mai 2017 (jusqu'au premier trimestre 2018) et une seconde fois en novembre 2017 (jusqu'à la fin de l'année 2018).

a été principalement portée par l'Arabie saoudite, dont la production a le plus baissé (de près de 509 milliers de barils par jour). Si la majorité des pays membres de l'OPEP se sont employés à réduire leur production, leurs efforts ont été contrariés par la stratégie poursuivie par d'autres pays, à l'instar de la Libye, qui a considérablement accru sa production en 2017. Le niveau de production pétrolière des pays non membres de l'OPEP a également considérablement freiné les effets de l'accord. Ainsi, en 2017, la production dans ces pays a augmenté de 0,86 million de barils par jour pour atteindre 57,86 millions de barils par jour. Aux États-Unis, la production de pétrole brut n'a jamais été aussi élevée, malgré les perturbations subies par les raffineries en raison de l'ouragan survenu au cours du dernier trimestre de 2017.

9. Le prix du baril de pétrole a augmenté de 21,64 dollars, passant de 45,21 dollars à la mi-juin 2017 à 66,85 dollars à la fin de janvier 2018. Au plus haut niveau depuis 2016, les cours ont ainsi retrouvé environ 52 % de la valeur perdue (86,9 dollars) pendant la période allant de juin 2014 (109,38 dollars) à janvier 2016 (22,48 dollars). Cette forte reprise résulte largement de l'augmentation du nombre de transactions sur le marché à terme du pétrole, qui s'explique par plusieurs facteurs : une forte demande et l'insuffisance des stocks mondiaux à la suite de la forte demande de la Chine et de l'Inde ; la reprise de la demande en Europe ; la stabilité des marges de raffinage ; la croissance modérée des taux de fret pétrolier ; les accords de limitation de la production de pétrole brut. Malgré les efforts réalisés au cours des deux dernières années en vue de rééquilibrer la production, l'actuel rapport entre l'offre et la demande mondiales ne devrait guère évoluer, même si un prolongement des réductions de production est possible. La CESAO prévoit donc que la tendance à la hausse récemment observée ralentisse pour s'établir à 57,83 dollars le baril en moyenne en 2018 et à 57,97 dollars le baril en 2019, soit une augmentation de 5 à 6 dollars le baril par rapport au cours moyen enregistré en 2017.

Tableau 2

Montants estimatifs et prévisions des prix du pétrole brut

(Prix de référence du panier de l'OPEP par baril, exprimé en dollars)

	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>	<i>Moyenne annuelle</i>	<i>Moyenne annuelle prévue</i>		
				<i>Inférieure</i>	<i>Médiane</i>	<i>Supérieure</i>
2015	30,74	64,96	49,49			
2016	22,48	53,46	40,76			
2017	42,58	64,47	52,43			
2018				53,20	57,83	62,35
2019				46,10	57,97	68,50

Source : Données de l'OPEP pour 2015-2017 (disponibles à l'adresse : www.opec.org).

Note : Les données pour 2018 et 2019 sont des estimations de la CESAO calculées en mars 2018.

10. La production de pétrole brut de la région arabe pour 2017 est estimée à 24,7 millions de barils par jour en moyenne, soit une baisse de 2 % par rapport à l'année précédente. Au niveau sous-régional⁹, les pays membres du Conseil de coopération du Golfe et les pays du Machreq ont produit respectivement environ

⁹ La CESAO répartit les pays arabes en quatre sous-régions : les pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) ; les pays du Machreq (Égypte, État de Palestine, Iraq, Jordanie, Liban et République arabe syrienne) ; les pays du Maghreb (Algérie, Libye, Maroc et Tunisie) ; les pays les moins avancés (Comores, Djibouti, Mauritanie, Somalie, Soudan et Yémen).

17,3 millions et 5,1 millions de barils par jour, soit une baisse de 5,2 % et de 3,6 % par rapport à 2016. Par ailleurs, les pays du Maghreb et les pays arabes les moins avancés, qui contribuent marginalement à la production de la région, ont néanmoins produit respectivement environ 2,1 millions de barils par jour et 144 milliers de barils par jour, soit une hausse de 34,2 % et de 9,2 % par rapport à 2016. L'accord conclu par l'OPEP a eu d'importantes incidences sur les cinq grands pays producteurs de la région arabe (Algérie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Iraq et Koweït), dont la production pétrolière a baissé de 0,2 % à 10,6 % par rapport à l'année précédente. En revanche, la Libye, exemptée de l'accord initial de réduction de la production, a pu sensiblement accroître sa production de pétrole brut d'environ 1 million de barils par jour en 2017.

11. La production totale de la région arabe devrait toutefois augmenter légèrement en 2018 pour atteindre 25,5 millions de barils par jour, en raison du rééquilibrage du marché pétrolier. Du fait d'une légère hausse des prix du pétrole au cours de la période 2016-2017 (29 %, soit 11 à 12 dollars par baril), le total des recettes brutes d'exportation de pétrole de la région devrait se monter à 404 milliards de dollars en 2017, soit une hausse de 22 % par rapport à 2016. Étant donné que les cours du pétrole devraient stagner, les recettes pétrolières devraient poursuivre leur tendance à la hausse et enregistrer une augmentation de 13,7 % pour atteindre 460 milliards de dollars en 2018. Néanmoins, ce chiffre demeure inférieur de 46,7 % au pic enregistré en 2012.

B. Gas naturel

12. La demande mondiale de gaz naturel devrait augmenter de 29 millions de tonnes pour atteindre 293 millions de tonnes en 2017¹⁰. Cette hausse est portée par les exportations de gaz en Asie de l'Est et en Europe méridionale. Le Japon reste le principal importateur de gaz naturel, avec près d'un tiers des importations mondiales. En 2017, en raison en partie de ses programmes nationaux de développement environnemental, la Chine est devenue le deuxième plus gros importateur de gaz¹¹. En outre, l'Europe méridionale a importé 10 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié supplémentaires, du fait de l'augmentation de la demande liée à la reprise de son économie, plus vigoureuse que prévu. Cette forte demande a pu être satisfaite grâce à la croissance rapide de la production de gaz naturel liquéfié en Australie et aux États-Unis. Compte tenu du rapport étroit observé entre l'offre et la demande en 2017, la concurrence entre fournisseurs de gaz s'intensifie, tandis que les principaux importateurs de gaz élaborent et mettent en œuvre des stratégies de diversification.

13. Au niveau régional, de nombreux pays arabes sont bien placés sur le marché mondial du gaz naturel, détenant 46 % des réserves mondiales¹². En 2017, la région arabe a maintenu un niveau de production élevé et connu une augmentation rapide de la demande. En 2017, le Qatar est resté le plus gros exportateur de gaz naturel liquéfié, malgré la crise diplomatique qui l'a opposé à certains de ses voisins. En outre, les exportations de gaz de certains pays comme l'Algérie, les Émirats arabes unis et Oman sont restées à un niveau concurrentiel. En revanche, l'Égypte a fait face à une pénurie de gaz provoquée par la hausse de la demande énergétique intérieure. Grâce

¹⁰ <http://www.shell.com/energy-and-innovation/natural-gas/liquefied-natural-gas-Ing/Ing-outlook.html>.

¹¹ La Chine met en œuvre son treizième Plan quinquennal et sa Stratégie de mutation de la production et de la consommation d'énergie (2016-2030), qui prévoit de porter la part du gaz naturel dans son bouquet énergétique de 5,9 % en 2015 à 10 % en 2020 et à 15 % en 2030.

¹² <http://www.worldenergy.org/data/resources/resource/gas/>.

à l'exploitation de nouveaux gisements récemment découverts, le pays devrait néanmoins devenir autosuffisant en gaz naturel dans les années à venir¹³.

III. Évolution de la conjoncture régionale

A. Vue d'ensemble

14. Selon les estimations, la croissance de la région arabe a légèrement ralenti, passant de 2,6 % en 2016 à 2,3 % en 2017. Ce ralentissement s'explique par une baisse de la croissance des pays exportateurs de pétrole, en particulier des pays du Conseil de coopération du Golfe. L'atonie de l'activité économique dans les pays exportateurs de pétrole – membres et non membres du Conseil de coopération du Golfe – est largement imputable au secteur des hydrocarbures à la suite de l'accord conclu par l'OPEP sur la réduction de la production pétrolière, qui a contrebalancé l'effet de l'évolution favorable des cours du pétrole en 2017. À l'inverse, sous l'effet conjugué de la vigueur inattendue de la reprise de l'économie mondiale, surtout dans les pays européens, et du renforcement progressif de la demande intérieure, les pays importateurs de pétrole ont vu leur économie croître. Néanmoins, plusieurs facteurs géopolitiques et le niveau élevé de la dette publique continuent de peser lourdement sur la région arabe en général et sur les pays importateurs de pétrole en particulier.

Tableau 3

Croissance réelle du PIB et taux d'inflation des prix à la consommation dans la région arabe (2015-2019)

(En pourcentage)

Pays/sous-région	Taux de croissance réel du PIB					Taux d'inflation des prix à la consommation				
	2015 ^a	2016 ^a	2017 ^b	2018 ^c	2019 ^c	2015 ^a	2016 ^a	2017 ^b	2018 ^c	2019 ^c
Arabie saoudite	4,1	1,7	-0,7	2,2	2,3	2,2	3,5	-0,3	1,0	1,4
Bahreïn	2,9	3,0	3,5	2,0	3,3	1,9	2,7	1,4	2,5	3,0
Émirats arabes unis	3,8	3,0	3,3	2,3	3,0	4,1	1,6	2,0	2,5	3,5
Koweït	0,6	3,5	1,0	2,1	2,3	3,7	3,5	3,4	3,8	3,4
Oman	4,7	5,4	1,7	3,3	3,0	0,1	1,1	1,7	2,9	2,6
Qatar	3,6	2,2	0,8	2,6	2,2	1,8	2,7	0,8	2,6	3,2
Pays membres du Conseil de coopération du Golfe	3,7	2,5	0,9	2,3	2,5	2,6	2,8	0,9	1,9	2,4
Égypte ^d	4,4	4,3	4,2	3,8	4,2	10,4	16,1	30,3	12,2	10,8
Iraq	4,0	6,3	1,8	3,7	3,1	1,4	0,5	0,1	3,0	3,4
Jordanie	2,4	2,0	2,0	2,8	2,9	-0,9	-0,8	3,3	2,6	2,3
Liban	0,8	1,4	2,0	2,5	2,5	-3,7	-0,8	3,8	2,2	2,3
Palestine	3,4	4,7	3,6	3,8	3,9	1,4	-0,2	0,2	2,0	2,0
République arabe syrienne ^e	-8,1	-6,5	-3,9	-2,3	0,4	42,5	46,1	38,4	13,9	10,6
Machreq	3,2	4,0	2,8	3,3	3,5	7,5	10,7	17,5	8,3	7,5
Algérie	3,7	3,3	2,1	3,2	3,1	4,8	6,4	5,6	3,8	3,2
Libye	-22,0	-5,2	45,9	16,2	12,3	9,8	24,0	27,8	14,0	10,0
Maroc	4,5	1,2	4,2	4,1	4,0	1,6	1,6	0,7	2,8	2,7

¹³ http://www.petroleum.gov.eg/en/MediaCenter/LocalNews/Pages/mop_16122017_1.aspx.

Pays/sous-région	Taux de croissance réel du PIB					Taux d'inflation des prix à la consommation				
	2015 ^a	2016 ^a	2017 ^b	2018 ^c	2019 ^c	2015 ^a	2016 ^a	2017 ^b	2018 ^c	2019 ^c
Tunisie	1,1	1,2	1,9	3,2	3,3	4,9	3,7	5,3	3,6	3,5
Maghreb	0,7	1,5	7,6	4,9	4,4	4,5	6,7	6,7	4,6	3,9
Comores	1,0	2,2	2,8	3,0	3,7	1,3	1,8	2,2	0,4	0,8
Djibouti	6,5	6,5	6,8	6,8	6,7	2,7	2,4	3,5	4,0	2,7
Mauritanie	0,9	1,7	3,8	5,2	5,2	0,5	1,5	2,7	4,3	5,3
Somalie ^f	2,6	2,6	2,5	3,3	3,9	-2,9	2,0	2,2	0,8	1,3
Soudan	4,3	4,9	4,2	4,1	4,2	17,3	17,6	25,2	10,0	9,5
Yémen	-29,2	-11,1	-7,5	-4,3	0,2	21,4	35,0	22,5	18,0	9,3
Pays arabes les moins avancés	-5,4	0,1	0,8	1,7	3,1	16,6	21,0	22,2	11,5	8,8
Total, région arabe^c	2,7	2,6	2,3	2,9	3,1	4,9	6,3	7,0	4,4	4,2

Source : Estimations calculées par la CESAO à partir des sources statistiques nationales.

^a Sauf indication contraire, les chiffres du PIB pour 2015 et 2016 proviennent de sources nationales.

^b Estimations de mars 2018.

^c Prévisions de mars 2018.

^d Chiffres de l'exercice budgétaire égyptien, qui se termine en juin.

^e Les taux de croissance du PIB pour 2015-2017 de la Libye, de la République arabe syrienne et du Yémen correspondent à des estimations de la CESAO.

^f Pour la Somalie, le taux de croissance du PIB et le taux d'inflation des prix à la consommation sont tirés du rapport suivant : www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2017/02/27/Somalia-2016-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-44706.

15. Les perspectives économiques de la région devraient s'améliorer progressivement : la croissance du PIB devrait atteindre 2,9 % en 2018 et 3,1 % en 2019. Ces estimations reposent sur une série de facteurs : réformes politiques, ajustements budgétaires, améliorations dans le secteur touristique et apaisement des tensions géopolitiques. Néanmoins, il convient de noter que ces chiffres peuvent être sujets à révision, car les comptes nationaux officiels de la Libye, de la République arabe syrienne et du Yémen ne sont pas disponibles depuis plusieurs années en raison des difficultés liées à l'estimation des coûts économiques des conflits qui touchent ces pays.

B. Pays du Conseil de coopération du Golfe

16. Le taux de croissance du PIB réel global des pays du Conseil de coopération du Golfe a atteint son plus bas niveau à 0,9 % en 2017 par suite de l'accord de l'OPEP sur la réduction de la production pétrolière, qui s'est traduit par une baisse de l'ordre de 5,2 % entre 2016 et 2017. Cette forte réduction en volume aurait provoqué une contraction économique bien plus marquée sans une demande intérieure résiliente, portée par la stabilisation de la valeur des actifs financiers et des biens immobiliers et par la reprise modeste du secteur non pétrolier. En outre, les soldes extérieurs de ces pays se sont légèrement améliorés sous l'effet du renforcement de la demande extérieure, qui a entraîné un rebond des recettes liées aux exportations pétrolières après les niveaux particulièrement bas enregistrés en 2016.

17. La croissance devrait s'établir 2,3 % en 2018, essentiellement grâce à l'effet de base positif de la croissance réelle enregistrée en 2017. Cette reprise devrait s'accompagner d'une légère pression inflationniste liée à l'instauration d'une taxe unifiée sur la valeur ajoutée, qui devrait alimenter l'inflation des prix à la

consommation dans la plupart des pays du Conseil de coopération du Golfe. Parmi les principaux facteurs ayant contribué à cette reprise, on peut citer : les réformes engagées pour promouvoir les activités du secteur non pétrolier, comme les services et l'industrie, propices à un climat commercial compétitif permettant d'atténuer les effets néfastes de la réduction de la production pétrolière opérée par l'OPEP ; les efforts considérables de réduction des déficits, facilités par les améliorations constantes apportées aux cadres et aux institutions budgétaires (ainsi, la majorité des pays du Conseil de coopération du Golfe ont mis en place un département macrobudgétaire et un bureau de gestion de la dette dans leurs ministères) ; le marché international des actions et des capitaux, qui est globalement favorable à la plupart des pays du Conseil de coopération du Golfe. En 2019, l'assouplissement prévu des mesures de réduction de l'OPEP et la mise en œuvre de plusieurs grands projets d'infrastructure, comme l'Exposition internationale de 2020, devraient porter la croissance à 2,5 %.

C. Pays du Machreq

18. Les pays du Machreq ont enregistré en moyenne une croissance d'environ 2,8 % en 2017, contre 4 % en 2016. Les progrès ont été inégaux d'un pays à l'autre de cette sous-région. En Égypte, la production industrielle et l'investissement ont enregistré de bons résultats sous l'effet principalement de la dévaluation de la devise. Toutefois, ces bons résultats ont été fortement pénalisés par une série d'ajustements budgétaires et par un taux d'inflation élevé. La croissance économique en Iraq est restée modeste compte tenu de la réduction de la production pétrolière liée à l'accord de l'OPEP et de la baisse de l'investissement public dans le cadre des efforts d'assainissement des finances publiques. En République arabe syrienne, la situation économique s'est légèrement améliorée sous l'effet de l'atténuation du conflit en 2017. Toutefois, la croissance devrait demeurer négative. Certains travaux de reconstruction ont commencé et la consommation privée suscitée par le retour de Syriens expatriés a également contribué à la reprise de l'économie. En Jordanie et au Liban la situation est plus contrastée. Ainsi, même si les tensions géopolitiques continuent de peser sur l'économie de ces deux pays, la reprise des activités minières et touristiques a entraîné une croissance modérée en Jordanie, tandis que la consolidation territoriale et les travaux de reconstruction en République arabe syrienne ont dynamisé les activités économiques au Liban. Toutefois, la stagnation du commerce infrarégional, les faibles niveaux d'envois de fonds des travailleurs et le manque d'investissements ont pénalisé ces deux économies.

19. La sous-région devrait connaître une croissance moyenne de 3,3 % en 2018. En République arabe syrienne, la contraction de l'économie devrait ralentir. En Iraq, les perspectives resteront dominées par les conflits géopolitiques et les activités liées à la production pétrolière. Dans l'État de Palestine, les diverses activités à valeur ajoutée prévues dans la bande de Gaza, notamment dans les domaines de la construction, de l'agriculture et de l'industrie, devraient permettre à l'économie d'enregistrer une légère croissance. Néanmoins, les éventuelles perturbations suscitées par le regain des tensions politiques lié à la reconnaissance par les États-Unis de Jérusalem comme capitale d'Israël pourraient assombrir ces perspectives positives. En Égypte, en Jordanie et au Liban, l'activité devrait connaître une légère progression, grâce à l'amélioration de la balance des paiements, des envois de fonds transfrontières, des apports de capitaux et du nombre de touristes européens vers la fin de 2018.

D. Pays du Maghreb

20. La croissance économique dans les pays du Maghreb a atteint en moyenne 7,6 % en 2017, soit une nette augmentation par rapport au taux de 1,5 % enregistré en 2016. L'activité économique dans cette sous-région est fortement influencée par la situation en Libye, où le taux de croissance a progressé d'environ 51 points de pourcentage, passant de -5,2 % à 45,9 % entre 2016 et 2017. Cette expansion de l'économie libyenne s'explique par l'augmentation considérable de la production pétrolière, qui a pratiquement triplé par rapport à l'année précédente. Cette hausse est due à l'exemption de la Libye de l'accord initial de réduction de la production pétrolière conclu par l'OPEC. Au Maroc, la production agricole a fortement rebondi (40 % de la population dépend de l'agriculture) après les graves sécheresses qui ont frappé le pays les années précédentes et l'activité dans les secteurs des services, de l'industrie et de l'extraction minière s'est accélérée. De même, en Tunisie, l'activité a été marquée par une reprise progressive dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie ainsi que par une embellie des activités commerciales et une augmentation du nombre de touristes (liée au renforcement de la croissance en Europe). En revanche, en Algérie, la croissance économique a ralenti en 2017 en raison des coupes dans les dépenses publiques (en particulier dans l'investissement public) et de l'atonie de l'activité dans le secteur des hydrocarbures et le secteur non pétrolier.

21. En 2018, la sous-région devrait enregistrer une croissance de 4,9 %. Ce taux dépend en grande partie des résultats de l'économie libyenne, qui devrait conserver un taux de croissance positif de 16,2 % grâce à l'accélération de la production pétrolière. En 2018, la croissance des trois autres pays du Maghreb devrait également progresser ou se maintenir. En Algérie, une politique budgétaire plus expansionniste qu'en 2017 devrait dynamiser la croissance, mais seulement à court terme. Au Maroc, plusieurs facteurs externes, comme des apports de capitaux, la poursuite de la reprise du secteur touristique et les prix favorables des phosphates, devraient intervenir à l'avenir. Il en va de même pour la Tunisie. Le Maroc et la Tunisie bénéficieront du Pacte avec l'Afrique inauguré par le Groupe des Vingt en mars 2017, qui vise à dynamiser l'investissement privé et à améliorer les infrastructures.

E. Pays arabes les moins avancés

22. En 2017, les économies des pays arabes les moins avancés ont enregistré une croissance de 0,8 % en moyenne. Ce résultat est en grande partie attribuable à la poursuite de la contraction économique au Yémen, liée à la perte de recettes d'exportation de pétrole et de gaz naturel et exacerbée par l'hyperinflation persistante provoquée par le conflit armé et les crises humanitaires qui frappent le pays. Djibouti et la Mauritanie ont maîtrisé leur déficit courant, grâce à la légère hausse des prix du pétrole et à la poursuite de l'importation de biens d'équipement. La croissance de ces deux économies a été portée par des projets d'infrastructure portuaire à Djibouti et d'importants investissements dans les industries extractives et les infrastructures en Mauritanie. En Somalie, l'économie a poursuivi sa lente reprise : les graves sécheresses que le pays a connues en 2016 et en 2017 ont dévasté le secteur de l'élevage, qui emploie environ 60 % de la population active du pays. La croissance est restée stable aux Comores, grâce principalement à l'augmentation des envois de fonds et aux investissements dans les infrastructures qui favorisent les activités du secteur privé. En revanche, au Soudan, les tensions hyperinflationnistes et la dévaluation de la devise se sont poursuivies, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur la consommation et l'investissement dans le secteur privé.

23. En 2018, le taux de croissance réel du PIB dans les pays arabes les moins avancés devrait atteindre 1,7 % en moyenne. Au Yémen, en l'absence de toute

perspective d'amélioration des conditions de sécurité et compte tenu de la situation critique de l'agriculture du pays, qui a été durement touchée par les combats, les exportations de pétrole et de gaz ne devraient pas reprendre et l'économie devrait continuer à se contracter. Grâce aux externalités positives liées à l'amélioration de la conjoncture économique mondiale (augmentation du nombre de touristes et des envois de fonds), les perspectives de croissance à Djibouti et en Mauritanie semblent solides. En outre, la légère augmentation prévue des prix des marchandises devrait profiter à la Mauritanie (minerai de fer et or) et au Soudan (or), du fait de l'amélioration des termes de l'échange. La Somalie enregistrera une croissance relativement élevée durant la prochaine phase des projets de reconstruction d'infrastructures. Au Soudan, la croissance économique sera stable compte tenu de l'augmentation des investissements privés et des échanges commerciaux que devrait entraîner la levée des sanctions économiques décidée par les États-Unis en octobre 2017. Ces prévisions positives résultent en partie de diverses initiatives internationales de facilitation du commerce à l'intention des pays les moins avancés, notamment le paquet de Bali de 2013 et l'initiative relative à l'accès aux marchés en franchise de droits et hors contingent menée sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce. Néanmoins, certaines vulnérabilités liées à l'endettement – l'accumulation d'arriérés de paiements en Somalie et au Soudan, les grands projets d'infrastructure financés par l'emprunt à l'étranger à Djibouti et en Mauritanie – soulèvent des questions quant à leur viabilité.

F. Prix et inflation

24. Selon les estimations, le taux d'inflation des prix à la consommation dans la région arabe s'est établi en moyenne à 7 % en 2017, contre 6,3 % en 2016. Toutefois, il est possible que ce chiffre ne rende pas bien compte de la dynamique des prix dans la région, dans la mesure où les tendances de l'inflation ont varié entre les sous-régions en fonction de facteurs propres à chaque pays. Les tensions inflationnistes dans les pays du Conseil de coopération du Golfe ont été faibles en général, sauf en Arabie saoudite, qui a enregistré une déflation pour la première fois en plus d'une décennie dominée par l'inflation des prix dans l'alimentation et les transports. Dans les pays touchés par un conflit, notamment la Libye, la République arabe syrienne et le Yémen, le taux d'inflation est resté supérieur à 20 % (hyperinflation). Toutefois, en République arabe syrienne, le taux d'inflation a chuté, passant de 46,1 % en 2016 à 38,4 % en 2017, en raison principalement de la stabilisation de la livre syrienne. On observe des tendances plus variées dans les pays du Machreq. En Jordanie et au Liban, le taux d'inflation a enregistré une forte hausse en 2017 après la déflation en 2016. En Iraq, les tensions inflationnistes liées aux conflits ont été bien maîtrisées. En Égypte, l'inflation s'est envolée, passant de 16,1 % en 2016 à 30,3 % en 2017. Cette forte pression inflationniste est due à la répercussion sur l'inflation intérieure des taux de change et des prix à l'importation, ainsi qu'à l'augmentation des prix engendrée par la baisse des subventions sur les carburants et une taxe sur la valeur ajoutée.

25. Les tensions inflationnistes que connaît la région devraient s'apaiser vers la fin de l'année 2018. Cette prévision repose largement sur le postulat qu'un certain nombre de facteurs inflationnistes ponctuels (tels que l'effet temporaire d'une réduction des subventions sur l'énergie) s'estomperont avec le temps. Néanmoins, plusieurs pressions inflationnistes devraient se manifester dans la région. En particulier, la mise en place récente d'une taxe sur la valeur ajoutée unifiée dans tous les pays du Conseil de coopération du Golfe devrait créer une légère pression inflationniste qui se répercutera sur le pouvoir d'achat des ménages. Alors que la structure des prix des pays de la région est affectée par des facteurs hétérogènes, le

taux d'inflation des prix à la consommation dans la région devrait avoisiner les 4,4% en 2018 et demeurer à peu près stable l'année suivante.

G. Taux de change

26. Les régimes de change des monnaies arrimées sur le dollar des États-Unis (ou les droits de tirage spéciaux en Libye ou encore l'euro dans les Comores) ont continué de dominer dans la région arabe, en particulier dans les pays du Conseil de coopération du Golfe dont les économies pétrolières s'expriment en dollars des États-Unis. La Jordanie, le Maroc et la Tunisie ont adopté des régimes de changes plus souples (ou des régimes de changes flottants indépendants). En 2017, les difficultés budgétaires ont poussé plusieurs pays arabes, quel que soit leur régime de change, à engager (ou envisager) des réformes pour faire face aux pressions pesant sur leur économie, maîtriser l'inflation et réduire les difficultés de balance des paiements. Ainsi, le flottement libre de la livre égyptienne a été décidé en novembre 2016 et un système de change flottant a été instauré au Maroc en janvier 2018.

27. En Égypte, la réforme a permis au système bancaire de gérer les liquidités en dollars et de rapprocher le taux de change de sa juste valeur au quatrième trimestre de 2017 après la forte chute initiale enregistrée par la livre égyptienne. Cette dernière devrait par ailleurs se renforcer en 2018, grâce à l'augmentation de la production de gaz naturel liée à l'exploitation du gisement de Zohr. La dépréciation des monnaies algériennes et mauritaniennes a modérément repris en 2017 et devrait se poursuivre dans les prochaines années en raison d'un important déficit courant qui exerce des pressions sur les deux monnaies. La Tunisie devrait également voir sa monnaie se déprécier à la suite de la conclusion d'un accord avec le Fonds monétaire international sur la limitation du rôle de la banque centrale du pays dans la défense de la monnaie. En février 2018, la Banque centrale du Soudan a dévalué le taux de change fixe de la livre soudanaise, qui devrait connaître une nouvelle dévaluation dans un avenir proche. Le Soudan sera contraint de laisser flotter sa monnaie vers la fin de 2018. Certains pays ont en partie réussi à gérer les écarts entre le taux officiel et le taux du marché parallèle. Ainsi, la livre syrienne a commencé à se renforcer en 2017 sous l'effet de l'augmentation des envois de fonds, ce qui a contribué à réduire ces écarts. Au Yémen, la banque centrale a décidé de laisser flotter la monnaie en août 2017, ce qui a entraîné une forte dépréciation. L'instabilité politique en Iraq a aggravé l'écart persistant entre le taux officiel et le taux du marché.

H. Dynamique sociale et emploi

28. La situation du marché du travail dans la région arabe reste délicate. Selon les estimations, le taux d'activité des femmes s'est établi à 21 % en 2017, contre un taux moyen de 48,6 % dans le monde et un taux d'activité des hommes de 74 % dans la région¹⁴. Le chômage dans la région, en particulier chez les jeunes, empêche de parvenir à une croissance inclusive. La région affiche le plus fort taux de chômage des jeunes : 30,6 % en 2016, selon l'Organisation internationale du Travail (contre une moyenne mondiale de 13,1 %). Les difficultés que rencontre la région – assainissement des finances publiques, baisse de la production pétrolière, conflits régionaux – et qui compromettent la croissance compliquent la résorption du chômage et des difficultés socioéconomiques en général. La crise syrienne continue d'avoir des répercussions sur les pays voisins tels que la Jordanie et le Liban,

¹⁴ <http://data.worldbank.org/indicator/SL.TLF.CACT.FE.ZS>.

augmentant l'offre de main-d'œuvre et la demande sur le marché et compromettant la qualité des services publics et l'accès à ces services.

29. La plupart des pays du Conseil de coopération du Golfe ont récemment renforcé leurs politiques de nationalisation de la main-d'œuvre pour recouvrer le déficit engendré par les récentes politiques monétaires restrictives et par le ralentissement de la croissance lié à la chute des cours du pétrole commencée en 2014¹⁵. Cette mesure devrait avoir des effets positifs sur le chômage des ressortissants, tout en décourageant les demandeurs d'emploi immigrés de la région, surtout ceux des pays du Machreq et du Maghreb. Ainsi, en Arabie saoudite, l'élargissement de la politique de « saoudisation » du secteur privé vise à augmenter le taux d'emploi des ressortissants saoudiens et en particulier des femmes. Au cours du dernier trimestre de 2017, la proportion d'employés saoudiens non-ressortissants était d'environ 78 %, contre 22 % d'employés ressortissants¹⁶. Le plan de « saoudisation » tient également compte de facteurs tels que les traitements moyens, la proportion d'employées et la durée d'emploi. Cette politique prévoit également d'augmenter l'imposition des sociétés employant des travailleurs étrangers et d'imposer les membres de la famille des travailleurs étrangers.

30. Selon le Rapport de 2017 sur l'écart entre les sexes dans le monde, la région arabe continue de figurer à la dernière place du classement mondial alors même que l'écart a été réduit de plus de 60 %. Au 117^e rang sur 142 pays devant les Émirats arabes unis à la 120^e place, la Tunisie est le pays le mieux classé de la région. D'importants progrès ont été réalisés dans les domaines de l'autonomisation politique et du niveau d'instruction des femmes¹⁷. Vers la fin de 2017, la région arabe avait un taux de représentation des femmes de 18,3 % dans les chambres basses ou chambres uniques et de 12,6 % dans les chambres hautes ou sénat, l'Algérie arrivant en tête avec 25,8 % de femmes parlementaires grâce à son système de quotas¹⁸.

IV. Évolution politique

31. De manière générale, les gouvernements arabes n'ont eu que peu de marge de manœuvre décisionnelle pour faire face aux difficultés rencontrées dans leur environnement externe et à la chute des cours du pétrole en 2014. En 2017, presque tous les pays arabes ont continué de participer à un certain nombre de plans d'assainissement des finances publiques. Il s'agissait notamment de réduire des subventions énergétiques coûteuses et plusieurs éléments de dépenses d'investissement. Bien que plusieurs pays aient su faire face aux difficultés budgétaires rencontrées en réduisant leur déficit, ils poursuivront leurs efforts de réforme pendant les années à venir afin d'augmenter les recettes et de réduire la dette publique. Une taxe sur la valeur ajoutée unifiée de 5 % a été instaurée dans les pays du Conseil de coopération du Golfe à compter de janvier 2018 et devrait être intégralement appliquée d'ici à la fin de 2018. Indépendamment des différences entre pays exportateurs et pays importateurs de pétrole, ces mesures d'assainissement des finances publiques se poursuivront et s'accompagneront d'un renforcement de certains aspects institutionnels en vue d'améliorer la transparence, la responsabilité et la viabilité des cadres budgétaires.

32. Conformément aux régime de changes arrimés sur le dollar des États-Unis en vigueur dans la majorité des pays arabes, les banques centrales ont augmenté leurs

¹⁵ http://www.ilo.org/beirut/media-centre/news/WCMS_514537/lang--en/index.htm.

¹⁶ <http://www.stats.gov.sa/en/352>.

¹⁷ http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2017.pdf.

¹⁸ <http://archive.ipu.org/wmn-f/classif.htm>.

taux directeurs pour suivre l'augmentation des taux d'intérêt aux États-Unis de 0,25 point de pourcentage en mars, juin et décembre 2017. L'Autorité monétaire saoudienne a maintenu son taux d'intérêt débiteur à 2 %, tout en augmentant trois fois son taux créateur de 0,25 point de pourcentage depuis 2017. La Banque centrale de Jordanie a revu ses taux d'intérêt directeurs à quatre reprises : en février, mars, juin et décembre 2017. Comme on pouvait s'y attendre, d'autres pays (dont les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et la Tunisie) ont réagi à la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis en augmentant leurs taux directeurs à plusieurs reprises tout au long de 2017.

33. Cette normalisation de la politique monétaire des États-Unis, associée à l'appréciation rapide du dollar des États-Unis, a augmenté le coût des financements internationaux pour la région, de nombreux pays arabes ayant recours à l'émission de titres de créance pour combler leur déficit. En outre, certains pays, notamment les pays du Conseil de coopération du Golfe, se sont efforcés de réduire les pressions en matière de liquidités et de renforcer leur capacité de fournir du crédit au secteur privé. La politique monétaire devrait continuer de se durcir, même si certains pays (comme l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie) estiment que l'adoption de formes plus souples de régimes de change et la restructuration du marché des capitaux sont prioritaires.

V. Perspectives

34. La région arabe continuera de faire face aux incertitudes, à des degrés divers selon les sous-régions, sur la voie d'une croissance durable et inclusive. Les tensions géopolitiques demeureront exacerbées par un certain nombre de fractures diplomatiques intrarégionales. Ces facteurs viendront encore aggraver les difficultés persistantes que connaissent les économies fragiles, notamment en alimentant la crise des réfugiés, les conflits et l'instabilité politique, en érodant la confiance des investisseurs, en ralentissant le développement du secteur privé, et en compromettant les perspectives de croissance. Par ailleurs, le redressement insuffisant des prix du pétrole, conjugué au durcissement rapide de la conjoncture financière mondiale, compliquera l'équilibre entre l'assainissement des finances publiques, le développement du secteur privé, la diversification et la transformation structurelle. Malgré les défis immenses qui attendent les décideurs de la région arabe, la plupart des pays de la région mettent actuellement en œuvre des stratégies nationales de développement ambitieuses. Les perspectives régionales dépendent donc de leur aptitude à minimiser les incertitudes tout en optimisant leur potentiel de transformation dans le cadre de la reprise mondiale et des initiatives de développement des infrastructures, telles que l'initiative « Une Ceinture et une Route » et le Pacte avec l'Afrique du Groupe des Vingt.